

Rapport



Annuel

Sommaire

Editorial 3

Profil du Régime Collectif d'Allocation de Retraite

Présentation du régime 4

Gouvernance 4

Politique de placement 4

Bilan actuariel 4

Faits marquants de l'année 2004 4

Comité de Direction du RCAR

Comité de Direction 5

Ordre du jour du Comité de Direction 5

Décisions prises par le Comité de Direction 5

Chiffres clés 2004 (Régime Général) 5

Organisation 6

Rapport de Gestion

Régime général 7

Régime complémentaire 10

Rapport Financier

Régime général 11

Régime complémentaire 12

Résultats

Régime général 13

Régime complémentaire 13

Bilan

Bilan synthétisé au 31/12/2004 14

Rédaction :

Direction Développement Prévoyance - Marketing & Communication - RCAR

Conception et Réalisation :

Nuances & Stratégies

Direction Développement Prévoyance - Marketing & Communication - RCAR

Photothèque :

RCAR

Impression :

Imprimerie MAPAMA

Téléchargeable sur internet : www.rcar.ma



Mohammed Larbi NOUHA

Directeur du Pôle Prévoyance
et Promotion de l'Épargne

Editorial

L'activité du Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR) en 2004 a été caractérisée par la poursuite du processus d'intégration des Caisses internes de retraite de certains organismes publics.

C'est ainsi que le régime a pris en charge, au courant de l'année sous revue, les droits du personnel actif et retraité de l'ODEP (3.440 agents en activité et 3.320 pensionnés) et de la Société des Eaux d'Oum Errabii - SEOER - (250 actifs et pensionnés).

Avec une population active de 201.703 affiliés, le RCAR couvre environ 8 % du total des affiliés des régimes de retraite. Il assure également des prestations à 53.613 allocataires de pensions, ce qui représente près de 7% du total des bénéficiaires, impliquant ainsi un rapport démographique de 4 actifs pour un pensionné.

Les recettes techniques de ce régime (Régime Général et Régime Complémentaire), constituées des cotisations salariales et contributions patronales, se sont élevées à 1.121,85 MDH, en amélioration de 15,1 % par rapport à l'exercice précédent, s'expliquant notamment par la prise en charge du personnel de la LYDEC et de l'ODEP.

Le portefeuille « placements » du régime s'est élevé à 39.053,48 MDH contre 31.252,11 MDH un an auparavant, soit une progression de 25%. Ce portefeuille est investi en obligations et bons du trésor à hauteur de 82%.

Au niveau des résultats, le RCAR, tous régimes confondus, a clôturé l'exercice 2004 avec un excédent de 547,19 MDH contre 2.086,97 MDH en 2003. Cette baisse du résultat

est due, d'une part, à la diminution des capitaux reçus dans le cadre de l'absorption des caisses internes de retraite et, d'autre part, à la hausse des prestations réglées de l'ordre de 32%, consécutive à la reprise des portefeuilles des pensionnés de l'ODEP et de la LYDEC. Conformément aux textes régissant le régime, ce résultat est entièrement affecté aux deux fonds de la répartition du régime (fonds de péréquation pour le Régime Général et la réserve de sécurité pour le Régime Complémentaire).

Dans le cadre de ses perspectives de développement, le RCAR s'emploie à la concrétisation des axes stratégiques suivants qu'il s'est assignés, à savoir :

- La poursuite de l'intégration des caisses internes de retraite (ONE, OCP, Régies de Distribution d'eau et d'électricité),
- Le positionnement du régime dans la réforme du secteur de la retraite au Maroc,
- L'extension de la couverture de retraite aux autres travailleurs assujettis non encore affiliés au régime,
- La consolidation de la modernisation de son système de management par le renforcement du pilotage et de la gouvernance du régime, l'amélioration de la qualité de gestion, la maîtrise des coûts ainsi que le développement du marketing institutionnel.

Profil du Régime Collectif d'Allocation de Retraite

Présentation du régime

Créé par le dahir portant loi n° 1.77.216 du 20 Choual 1397 (04 octobre 1977), le Régime Collectif d'Allocation de Retraite est le régime de retraite obligatoire pour le personnel des organismes soumis au contrôle financier de l'Etat, les agents non titulaires de l'Etat et collectivités locales, les contractuels de droit commun. Le RCAR géré par la Caisse de Dépôt et de Gestion et fonctionnant sous la garantie de l'Etat, est composé d'un régime de base obligatoire et d'un régime complémentaire conventionnel. L'institution fonctionne selon le principe de gestion mixte : 2/3 capitalisation et 1/3 répartition pour le régime général, et 1/2 capitalisation et 1/2 répartition pour le régime complémentaire.

Le RCAR assure des droits personnels au profit des affiliés ou de leurs ayants droit au titre des risques vieillesse, invalidité et décès.

Les ressources du RCAR sont essentiellement constituées des cotisations salariales, fixées à 6% de l'ensemble des émoluments à concurrence du plafond, et des contributions patronales fixées à 12% payées par l'employeur pour le régime général et 3% chacune pour le régime complémentaire.

Au-delà de la gestion des retraites, l'institution a pour mission de développer la prévoyance à travers notamment une approche client axée sur le partenariat et la qualité de service. Sa vision est de consolider sa position d'acteur majeur dans le secteur de la retraite au Maroc.

Gouvernance

Le RCAR est une institution de retraite de base et complémentaire. Elle est gérée par la Caisse de Dépôt et de Gestion, assistée d'un comité de direction. Ce Comité est composé de : Finances (2), Justice (1), Département du 1er Ministre (1), Emploi (1), Équipement et transport (1), Agriculture (1), Intérieur (1), Ministère chargé de la modernisation des secteurs publics (1), 4 membres représentant les affiliés.

Ses attributions sont :

- approuver les comptes annuels,
- décider la politique de placement,
- commander des études actuarielles,
- étudier les rapports d'audits externes,
- statuer sur les questions d'ordre général.

Politique de placement

Un comité est mis en place pour définir une politique des placements respectant à la fois le critère de la sécurité

et la contrainte du rendement.

Les placements sont effectués par la CDG dans les domaines fixés par la réglementation du RCAR (article 67 du décret fixant les modalités d'application du RCAR) :

- Valeurs d'Etat ou jouissant de sa garantie,
- Valeurs cotées à la Bourse des valeurs de Casablanca,
- Actions des SICAV agréées par le Ministre des Finances,
- Terrains et immeubles urbains bâtis et situés dans les communes urbaines,
- Immeubles autres que ceux sus-indiqués, sur autorisation du Ministre des Finances,
- Prêts en première hypothèque.

Un système ALM (Gestion Actif Passif) est également mis en place pour adosser les éléments d'actifs sur les engagements du passif.

Bilan actuariel

L'équilibre du régime est assuré à très long terme avec un horizon de viabilité qui se situerait aux alentours de 2040. Le régime a mis en place des procédures de pilotage : Pesées actuarielles annuelles, analyse des écarts actuariels, analyse de sensibilité aux paramètres, mesure de l'impact de l'intégration des CIR.

Faits marquants de l'année 2004

Intégration des Caisses Internes de Retraites des Etablissements Publics

- Intégration du personnel actif et retraité de la LYDEC avec 3 200 agents en activité et 1 800 pensionnés.
- Intégration du personnel actif et retraité de L'ODEP avec 3 440 agents en activité et 3 320 pensionnés.
- Intégration du personnel des Eaux d'Oum Erabii (SEOER), 250 actifs et pensionnés ont été repris par le régime.

Sirap : un nouveau système d'information au RCAR

Le RCAR s'est doté d'un système de gestion des retraites aux standards internationaux. Le nouveau système d'information a été réalisé entièrement en interne.

Site web dynamique

Le site web dynamique du RCAR est mis en ligne au profit des adhérents pour mettre à leur disposition au delà de l'information institutionnelle, la consultation en temps réel leurs situations vis-à-vis du régime.

Comité de Direction du RCAR

Comité de Direction

PRESIDENT :

Monsieur Mustapha BAKKOURY
Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion

MEMBRES :

- Monsieur Mohammed MELIANI
Représentant Monsieur le Premier Ministre,
- Messieurs Thami YAHYAOUÏ et
Mimoun ZBAYAR

Représentants Monsieur le Ministre des Finances et de la Privatisation,

- Monsieur Abderrazak TALIB
Représentant Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. Moulay Ahmed LAMRANI
Représentant Monsieur le Ministre chargé de la Modernisation des Secteurs Publics,
- Monsieur Mohamed BENHOUMANE
Représentant Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et des pêches maritimes,
- Madame Zineb AL GHAZOUANI
Représentant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
- 4 Représentants des affiliés.



Ordre du jour du Comité de Direction

- Examen du rapport d'activité de l'exercice 2004,
- Approbation du bilan et des comptes sociaux 2004,
- Divers :
 - Intégration des caisses internes de retraite au RCAR,
 - Le bilan actuariel du RCAR,
 - Les axes de modernisation de l'institution.

Décisions prises par le Comité de Direction

- Approbation par le Comité de Direction des comptes relatifs à l'exercice 2004,
- Validation du Bilan actuariel du régime au titre de l'année 2004,
- Autorisation pour la poursuite du processus d'intégration des caisses internes tout en assurant la neutralité actuarielle,
- Appui au programme de modernisation dans lequel s'est engagé le RCAR.

Chiffres clés 2004 (Régime Général)

Nombre de pensionnés	53 613
Nombre d'organismes employeurs	3 702
Nombre d'affiliés	201 703
Cotisations salariales et contributions patronales	1 121,85 MDH
Païement des Pensions	1 194,05 MDH
Produits financiers	2 263 MDH
Portefeuille de placement	39 Milliards DH
Résultat	547 MDH



DIRECTION :

- Monsieur Mohammed Larbi NOUHA
Directeur du Pôle Prévoyance et Promotion de l'Épargne à la CDG,
- Monsieur Omar ALAMI AROUSSI
Directeur du RCAR,
- Monsieur My Ahmed CHERKAOUÏ
Directeur Support Prévoyance,
- Monsieur Younès BENABDELLAH
Directeur Développement Prévoyance.

Organisation

Le Régime Collectif d'Allocation de Retraite fait partie du Pôle Prévoyance et Promotion de l'Épargne du Groupe CDG



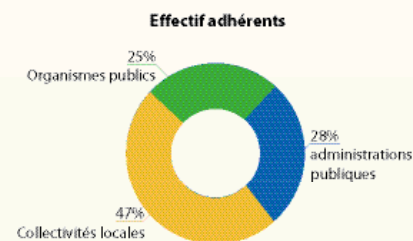
Rapport de Gestion

REGIME GENERAL

Adhérents employeurs : 200 adhérents de plus en 2004

Le nombre d'institutions adhérentes au RCAR a augmenté de 200 organismes au 31 décembre 2004, ce qui porte le nombre total à 3 702 et se répartit selon le tableau suivant :

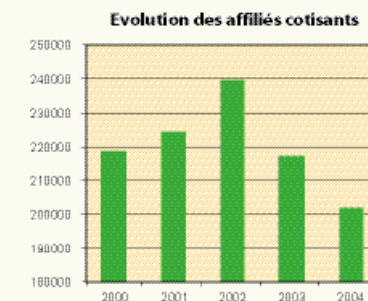
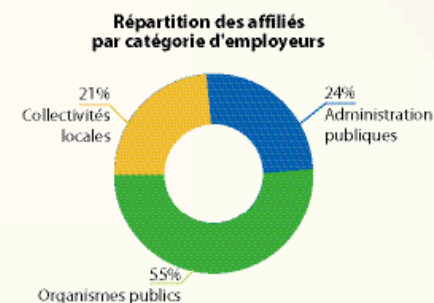
Catégories Employeurs	Effectif Employeurs
Collectivités locales	1 763
Organismes publics	918
administrations publiques	1 021
Total	3 702



Affiliés cotisants : Baisse des affiliés actifs

Le nombre des affiliés actifs, au 31 décembre 2004, se chiffre à 201 703 contre 217 398 ; en baisse de 7,2 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due :

- A la cessation d'activité des agents occasionnels et contractuels de l'état dont les contrats arrivent à terme,
- Aux nouvelles titularisations dans la fonction publique dont les droits sont transférés au profit de la CMR.



Par ailleurs, la population des affiliés est composée de 80 % d'hommes et de 20% de femmes. L'âge moyen des affiliés du RCAR est de 40 ans.

Rapport de Gestion



Transferts vers la Caisse Marocaine de Retraites (CMR)

Les transferts effectués au profit de la CMR, pour le compte des agents titularisés dans le cadre de la fonction publique, ont concerné 3 775 affiliés contre 3 748, portant à 86 201 le nombre cumulé de livrets individuels transférés à cette Caisse. Les sommes transférées durant l'année 2004 s'élèvent à 57,84 MDH au lieu de 64,98 MDH un an auparavant.

Validation des services antérieurs

Durant l'exercice 2004, 147 affiliés ont introduit une demande de validation de leurs services antérieurs. A fin 2004, 73 272 affiliés ont procédé à la reconstitution de leur carrière par cette validation pour une charge globale de 520,61 MDH.

Assurance volontaire

Le RCAR garantit la continuité de l'acquisition des droits à tout affilié qui cesse ou suspend son activité professionnelle sous réserve de :

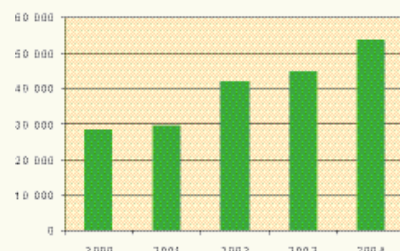
- Avoir été affilié au RCAR durant 3 années au minimum,
- Ne pas être affilié à un autre régime de base,
- Formuler une demande de souscription de l'assurance volontaire au RCAR immédiatement après l'arrêt ou la suspension de l'activité professionnelle.
- s'acquitter des charges de souscription : 18% pour le régime général.

En 2004, 83 assurés volontaires se sont affiliés au régime général du RCAR.

Pensionnés : Hausse du nombre de pensions servies

En 2004, le régime a accueilli, 9 109 nouveaux pensionnés, le RCAR compte désormais 53 613 bénéficiaires de pensions soit une progression de 20,5% par rapport à l'année dernière. Cette augmentation est la conséquence de la reprise du portefeuille des pensionnés de l'ODEP et de la SEOER.

Evolution des pensionnés

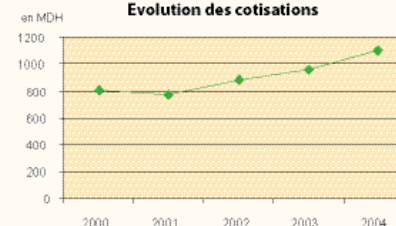


Rapport de Gestion

Recouvrements : hausse de 14,6%

Le Régime Général a procédé, durant l'exercice 2004, au recouvrement de cotisations et contributions pour un montant de 1 097,37 MDH contre 957,34 MDH en 2003, en hausse de 14,6%, due à la prise en charge de nouveaux affiliés cotisants, notamment le personnel de la Lydec et de l'ODEP dont les caisses de retraite ont été transférées au RCAR.

Evolution des cotisations



Montant cumulé des recouvrements à fin 2004

Année	Montant en MDH	Variation en MDH	Variation en %	Cumul en MDH
2000	806,55	21,35	2,72	9 664,10
2001	773,72	32,83	- 4,07	10 437,89
2002	882,54	108,82	14,06	11 320,43
2003	957,34	74,80	8,48	12 277,70
2004	1 097,37	140,03	14,63	13 375,07

Ainsi, et compte tenu des opérations de l'année 2004, le montant cumulé encaissé à fin décembre 2004 atteint 13 375,07 MDH.

Ce montant est affecté aux fonds réglementaires à hauteur de 12 656,99 MDH, soit un taux d'affectation de 94,6%.

Le reliquat représente des versements sans engagement, en cours d'affectation aux fonds appropriés et dont les déclarations ne sont pas encore établies par les adhérents.

Info plus : Relèvement du salaire plafond du régime

Suite au traitement des déclarations de salaires reçues en 2004, le salaire plafond du régime a connu une hausse de 3,08 % durant l'exercice sous revue. Aussi, le plafond du salaire servant d'assiette au calcul des cotisations salariales et contributions patronales est porté, à partir du 1er janvier 2005, à 11 700 DH par mois contre 11 350 DH un an auparavant, soit une hausse de 350 DH ou 3,08%.



Rapport de Gestion

Prestations : hausse de 22,7%

Le montant total de pensions allouées à ces bénéficiaires s'élève à 1 173,97 MDH, contre 906,63 MDH un an auparavant pour un montant de provisions mathématiques de 13 937,94 MDH.

Les caractéristiques techniques des pensionnés sont retracées dans le tableau ci-après :

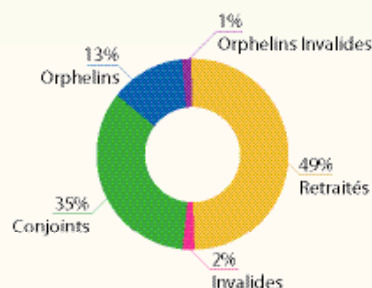
Catégorie	Effectif	Pension annuelle en MDH	Provisions Mathématiques en MDH	Pension moyenne annuelle en DH
- Retraités	26 482	919,44	11 424,72	34 720
- Invalides	920	26,44	389,17	28 742
- Conjointes	18 642	184,34	1 861,06	9 889
- Orphelins	7 050	39,17	188,45	5 555
- Orphelins invalides	519	4,58	74,54	8 817
Total	53 613	1 173,97	13 937,94	-

En outre, près de 15.000 enfants et orphelins ont bénéficié des allocations familiales pour un montant total de 37,67 MDH contre 32,87 MDH un an auparavant.

L'évolution, sur les cinq dernières années, des caractéristiques des pensionnés est retracée dans le tableau ci-après :

Années	Effectif	Pensions annuelles allouées en MDH	Réserves mathématiques en MDH
2000	28 768	348,33	3 669,89
2001	29 760	382,45	4 058,03
2002	41 774	666,62	7 795,17
2003	44 504	906,63	10 928,26
2004	53 613	1 173,97	13 937,94

Répartition des pensionnés par catégorie



Info plus : Revalorisation de 3,20% des pensions servies en 2004

Les montants des pensions ont connu un accroissement de 3,20% dû à l'effet de revalorisation.

De ce fait, la pension de retraite moyenne est passée de 29 715 DH à 34 720 DH.

La pension d'invalidité moyenne est passée de 21 295 DH à 28 742 DH, et celle des conjoints de 9 250 DH à 9 889 DH.

REGIME COMPLEMENTAIRE

Trois faits marquants ont caractérisé l'activité du régime durant l'année 2004 :

- La conclusion de 15 nouvelles conventions, portant à 164 le nombre total de conventions signées au profit de 4 505 affiliés,
- Le recouvrement des cotisations et contributions pour un montant total de 24,48 MDH contre 16,98 MDH pour l'année 2003,
- Le paiement des pensions pour 2,43 MDH au profit de 274 bénéficiaires.

Rapport Financier

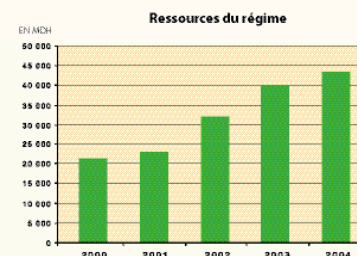
REGIME GENERAL

Ressources

Les ressources du régime général se sont élevées au 31 décembre 2004 à 43 471,15 MDH, contre 39 822,11 MDH en 2003, en progression de 3 649,04 MDH ou 9,2 %.

Ressources en MDH	2003	2004	VAR%
• Fonds réglementaires	19 969,01	21 576,43	8,0
• Provisions réglementées	1 904,94	2 429,64	27,5
• Dettes de financement	0,08	0,08	-
• Provisions risques et charges	684,35	694,90	1,5
• Provisions techniques	12 323,89	15 318,44	24,3
• Dettes du passif circulant	4 939,84	3 451,66	-30,1
Total	39 822,11	43 471,15	9,2

Les ressources du régime général sont constituées essentiellement des fonds réglementaires et des provisions techniques, soit respectivement 50% et 35% de la structure des ressources.



Les fonds réglementaires représentent les affectations des cotisations et contributions patronales fixes au fonds vieillesse, capitalisées à 4,75% et au fonds de péréquation.

Compte tenu de la capitalisation des intérêts crédités aux livrets individuels et des prélèvements de capitaux constitutifs des rentes de capitalisation, le fonds vieillesse a atteint en 2004 le montant de 10 358,47 MDH.

Le fonds de péréquation qui alimente les capitaux constitutifs des rentes différentielles, des réversions et des revalorisations de pensions, enregistre après affectation du résultat excédentaire pour 547,85 MDH, une baisse de 5,3% passant de 11 847,86 MDH en 2003 à 11 217,96 MDH.

Les provisions réglementées sont constituées de la réserve pour dépréciation des valeurs de placement qui s'élève à 2 429,64 MDH contre 1 904,94 MDH en augmentation de 524,70 MDH ou 27,5 % par rapport à 2003.

Les provisions pour risques et charges sont passées de 684,35 MDH à 694,90 MDH, en hausse de 1,5% et concernent

essentiellement la taxe sur les produits de placement à revenus fixes (TPPRF) prélevée à la source depuis son application en 1995.

Les provisions techniques destinées à faire face aux engagements du RCAR à l'égard de ses pensionnés atteignent 15 318,44 MDH contre 12 323,89 MDH en 2003, soit un accroissement de 2 994,55 MDH ou 24,3 % qui s'explique par la prise en charge des portefeuilles des pensionnés de l'ODEP et de la SEOER.

Les dettes du passif circulant, pour un montant de 3 451,66 MDH contre 4 939,84 MDH l'an passé, sont constituées essentiellement des versements sans engagements et des engagements sans versements en instance d'affectation, des livrets individuels des affiliés titularisés en instance de transfert au profit de la CMR et des provisions constituées pour les affiliés atteints par la limite d'âge.

Emplois

Le total des emplois du Régime Général, avant amortissements et provisions pour 119,28 MDH, atteint 43 590,43 MDH contre 39 928,05 MDH en 2003, en progression de 3 662,38 MDH ou 9,2% :

Emplois en MDH	2003	2004	VAR %
• Immob. en non valeurs	6,68	5,25	-21,4
• Immobilisations corp. & incorp.	137,03	142,47	4,0
• Immobilisations financières (autres que placements)	41,61	44,90	7,9
• Placements	31 173,54	38 970,48	25,0
• Créances actif circulant	5 586,36	3 618,38	-35,2
• Trésorerie actif	2 982,83	808,95	-72,9
Total	39 928,05	43 590,43	9,2

Placements :

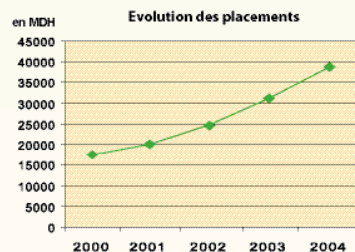
Le montant des placements se chiffre à 38 970,48 MDH, soit 89,4 % du total des emplois. Ce montant est constitué :

- des placements immobiliers : 329,85 MDH
- des obligations, Bons et TCN : 31 857,75 MDH
- des actions et parts sociales : 6 773,03 MDH
- des prêts et effets assimilés : 9,85 MDH

Ainsi, le portefeuille des bons, obligations et TCN, évalué au prix d'acquisition, atteint 31 857,75 MDH, soit 81,7% du total des placements contre 26 271,16 MDH en 2003, soit un accroissement de 5 586,59 MDH ou 21,3 %.

S'agissant de l'intervention du RCAR dans le domaine immobilier, les investissements sont passés à 329,85 MDH contre 303,22 MDH en 2003, en hausse de 8,8 %.

Rapport Financier



Les créances de l'actif circulant s'élèvent à 3 618,38 MDH contre 5 586,36 MDH en 2003 et sont constituées essentiellement des créances sur adhérents pour 1 721,52 MDH, des créances sur l'Etat pour 697,70 MDH, et des comptes de régularisation actif qui représentent le prorata des intérêts courus et non échus pour un montant de 1 172,52 MDH.

Enfin, la trésorerie - actif, constituée essentiellement des dépôts en compte courant à la CDG, atteint 808,95 MDH contre 2 982,83 MDH en 2003, soit une baisse de 2 173,88 MDH ou 72,9 %.

RÉGIME COMPLEMENTAIRE

Ressources

Au niveau de la gestion financière, les ressources du Régime Complémentaire se sont élevées à 130,72 MDH contre 104,70 MDH un an auparavant, soit une progression de 26,02 MDH ou 24,9 %.

Ressources en MDH	2003	2004	VAR %
• Fonds réglementaires	75,45	96,68	28,1
• Provisions techniques	26,17	30,25	15,6
• Provisions risques et charges	2,98	3,59	20,5
• Dettes passif circulant	0,10	0,20	100
TOTAL	104,70	130,72	24,9

Ces ressources sont détaillées comme suit :

- Les Fonds réglementaires sont constitués :
 - du fonds de capitalisation : 60,45 MDH contre 47,03 MDH
 - de la réserve de sécurité : 36,23 MDH contre 28,42 MDH.

- Les provisions techniques, destinées à faire face aux engagements du Régime à l'égard de ses pensionnés, atteignent 30,25 MDH contre 26,17 MDH un an auparavant, en hausse de 15,6 %.
- Les provisions durables pour risques et charges s'élèvent à 3,59 MDH contre 2,98 MDH un an auparavant.
- Les dettes du passif circulant, représentant les charges à payer, se chiffrent à 0,20 MDH.

Emplois

Le total des emplois atteint 130,72 MDH contre 104,69 MDH en 2003, soit une progression de 26,02 MDH ou 24,9 %.

Emplois en MDH	2003	2004	VAR %
• Placements Financiers	78,57	83,00	5,6
• Créances actif circulant	4,90	5,98	22,0
• Trésorerie	21,22	41,74	96,7
TOTAL	104,69	130,72	24,9

Les placements financiers représentent près de 62,94 % des emplois du Régime et sont constitués des obligations et bons d'Etat. Ainsi, le portefeuille des valeurs mobilières, évalué au prix d'acquisition, a augmenté de 5,6 %, d'une année à l'autre passant de 78,57 MDH à 83 MDH.

Les créances de l'actif circulant s'élèvent à 5,98 MDH contre 4,90 MDH et représentent essentiellement le prorata des intérêts courus et non échus des placements.

La trésorerie, constituée essentiellement des dépôts en compte courant à la CDG, se chiffre à 41,74 MDH contre 21,22 MDH en 2003, en hausse de 96,7 %.

Le montant des produits de placement s'élève à 5,18 MDH tandis que les charges financières atteignent 2,83 MDH et sont constituées essentiellement des dotations n o n courantes et des intérêts crédités aux livrets individuels, contre respectivement 5,10 MDH et 2,59 MDH un an auparavant. Le montant des frais généraux s'élève à 1,27 MDH contre 0,56 MDH en 2003.

Info plus : Le taux de rendement global des placements, après couverture des charges financières, s'établit à 5,76 % contre 6,24 % l'année précédente. Le ratio de couverture des engagements se chiffre à 106 % contre 106,62 % un an auparavant.

Résultats

RÉGIME GENERAL

L'exercice 2004 s'est soldé par un résultat excédentaire de 547,85 MDH, en baisse de 73,7 % par rapport à l'exercice précédent.

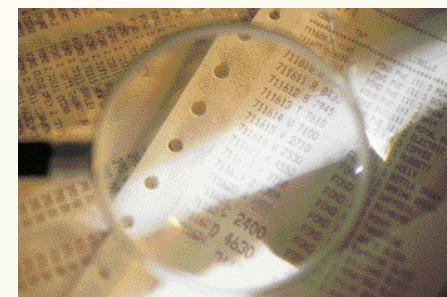
Cette baisse enregistrée au niveau du résultat de l'exercice est due essentiellement à l'effet conjugué des éléments suivants :

- Le recul des capitaux constitutifs virés des fonds réglementaires de 28,9 % qui s'explique par l'importance des capitaux reçus en 2003 dans le cadre de l'absorption des caisses internes de retraite,
- La hausse de 32,1 % des prestations réglées due notamment par la reprise du portefeuille des pensionnés de l'ODEP, de la LYDEC et de la SEOER.

La diminution des plus values et intérêts sur les dépôts à la CDG représente respectivement 37 % et 37,2 %.

RÉGIME COMPLEMENTAIRE

Le résultat de l'exercice se chiffre à -0,66 MDH, supporté en totalité par la réserve de sécurité, contre 0,59 MDH l'an passé.



Bilan

Bilan synthétisé au 31/12/2004

(En Dirhams)

ACTIF	EXERCICE		
	Brut	Amort/provis	Net
ACTIF IMMOBILISÉ			
• IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	5 254 119,59	3 324 229,31	1 929 890,28
• IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 653 161,09	5 952 268,81	7 700 892,28
• IMMOBILISATIONS CORPORELLES	128 816 134,79	37 662 081,46	91 154 053,33
• IMMOBILISATIONS FINANCIERES (AUTRES QUE PLACEMENTS)	44 897 856,31		44 897 856,31
• PLACEMENTS	39 053 472 860,29	66 463 743,92	38 987 009 116,37
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)			
• CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	3 624 363 992,56	5 875 340,09	3 618 488 652,47
TRESORERIE			
• TRESORERIE-ACTIF	850 690 336,25		850 690 336,25
TOTAL GENERAL	43 721 148 460,88	119 277 663,59	43 601 870 797,29

(En Dirhams)

PASSIF	EXERCICE
FINANCEMENT PERMANENT	
• FONDS REGLEMENTAIRES	21 673 111 177,06
• CAPITAUX PROPRES ASSIMILES	2 429 640 845,31
• DETTES DE FINANCEMENT	81 429,36
• PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES	694 195 226,84
• PROVISIONS TECHNIQUES	15 348 685 999,03
PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	
• DETTES DE PASSIF CIRCULANT	3 451 857 147,80
• AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 298 971,89
TRESORERIE	
• TRESORERIE-PASSIF	-
TOTAL GENERAL	43 601 870 797,29

الحصيلة

الحصيلة في 2004/12/31

(بالدراهم)

الأصول	السنة المالية	
	الإجمالي	المتراكبات/مخصصات
الأصول الثابتة		
- قيم معدومة ملحقه بالأصول الثابتة	5.254.119.59	3.324.229.31
- حقوق معنوية ملحقه بالأصول الثابتة	13.653.161.09	595.226.881
- أصول ثابتة مادية	128.816.134.79	37.662.081.46
- حقوق مالية ملحقه بالأصول الثابتة (غير التوظيفات)	44.897.856.31	
- التوظيفات	3.905.3472.860.29	66.463.743.92
الأصول المتداولة (دوّن الخزينة)		
- دائنات الأصول المتداولة	3.624.363.992.56	5.875.340.09
الخزينة		
- الخزينة بالأصول	850.690.336.25	
المجموع العام	43.721.148.460.88	119.277.663.59

(بالدراهم)

الخصوم	السنة المالية
التمويل الدائم	
- رؤوس أموال ذاتية	21.673.111.177.06
- رؤوس أموال ذاتية مماثلة	2.429.640.845.31
- ديون التمويل	81.429.36
- مخصصات مستندة لمواجهة المخاطر والتكاليف	694.195.226.84
- احتياطات تقنية	15.348.685.999.03
الخصوم المتداولة (دوّن الخزينة)	
- ديون الخصوم المتداولة	3.451.857.147.80
- مخصصات مستندة لمواجهة المخاطر والتكاليف	4.298.971.89
الخزينة	
- خزينة بالخصوم	
المجموع العام	43.601.870.797.29

التقرير المالي

النظام التكميلي الموارد

على مستوى التدبير المالي، ارتفعت موارد النظام التكميلي لتصل إلى 130,72 مليون درهم مقابل 104,70 مليون درهم في السنة المنصرمة، أي زيادة بلغت 26,02 مليون درهم أو 24,9٪. ويمكن توزيع هذه الموارد كما يلي :

الموارد بـملايين الدراهم	2004	2003	التغيير %
- الأموال القانونية	96,68	75,45	28,1
- الإحتياطيات التقنية	30,25	26,17	15,6
- احتياطات لمواجهة المخاطر والتكاليف	3,59	2,98	20,5
- دائنيات الأصول المتداولة	0,20	0,10	100
المجموع	130,72	104,70	24,9

- الأموال القانونية

تتكون من :

- صناديق الرسملة : 60,45 مليون درهم مقابل 47,03 مليون درهم
- الاحتياطي الأمني : 36,23 مليون درهم مقابل 28,42 مليون درهم.

- الإحتياطيات التقنية : لتنفيذ التزامات النظام اتجاه المستفيدين من المعاش، بلغت هذه المخصصات 30,25 مليون درهم مقابل 26,17 مليون درهم السنة الماضية، أي زيادة بلغت 15,6٪.

- بلغت الاحتياطات لمواجهة المخاطر والتكاليف 3,59 مليون درهم مقابل 2,98 مليون درهم السنة المنصرمة.

- أما ديون الخصوم المتداولة، والتي تمثل التكاليف الواجب أدائها، فقد بلغت 0,20 مليون درهم.

الاستعمالات

بلغ مجموع الاستعمالات 130,72 مليون درهم مقابل 104,69 مليون درهم سنة 2003، أي زيادة بلغت 26,02 مليون درهم أو 24,9٪. ويمكن توزيع هذه الاستعمالات كما يلي :

الاستعمالات بملايين الدراهم	2004	2003	التغيير %
التوظيفات المالية	83,00	78,57	5,6
ديون الخصوم المتداولة	5,98	4,90	22,0
الخزينة	41,74	21,22	96,7
المجموع	130,72	104,69	24,9

تمثل التوظيفات المالية حوالي 62,94٪ من استعمالات النظام وتتكون من قيم وسندات الدولة، وهكذا، فإن محافظة القيم المنقولة، القدرة بشن الشراء قد ارتفعت بنسبة 5,6٪ لتنتقل من 78,57 مليون درهم إلى 83 مليون درهم.

أما ديون الأصول المتداولة فقد ارتفعت إلى 5,98 مليون درهم مقابل 4,90 مليون درهم وتتضمن أساسا من نسبة الفوائد الجارية والغير المستوفية الأجل للتوظيفات.

بالنسبة للخزينة، والمكونة أساسا من ودائع الحساب الجاري لدى صندوق الإيداع والتدبير، فقد بلغت 41,74 مليون درهم مقابل 21,22 مليون درهم سنة 2003، بزيادة قدرت بـ 96,7٪.

و بلغت عائدات التوظيفات مبلغ 5,18 مليون درهم، في حين وصلت التكاليف المالية إلى 2,83 مليون درهم وتتكون أساسا من المخصصات الغير الجارية وكذا الفوائد المتعلقة بالدفاتر الشخصية مقابل بالتتابع 5,10 و 2,59 مليون درهم. كما ارتفع مبلغ المصاريف العامة ليصل إلى 1,27 مليون درهم مقابل 0,56 مليون درهم سنة 2003.

معلومات إضافية :

بلغت نسبة الرودية الإجمالية للتوظيفات، وذلك بعد تغطية التكاليف المالية إلى 5,76٪ مقابل 6,24٪ السنة الماضية، كما بلغ معدل تغطية الالتزامات نسبة 106٪ مقابل 106,62٪ السنة الماضية.

النتائج

النظام العام

اختتمت السنة المالية 2004 بفائض في النتيجة بلغ 547,85 مليون درهم بانخفاض 73,7٪ مقارنة مع السنة الماضية.

وترجع أسباب هذا الانخفاض أساسا إلى العناصر المتضافرة التالية:

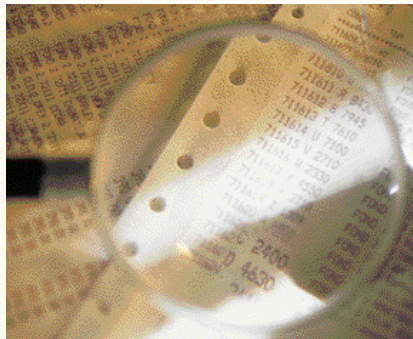
1- تراجع رؤوس الأموال المكونة والمحوطة من الأموال القانونية بنسبة 28,9٪ وذلك نتيجة المبالغ الهامة للرساميل المحصلة سنة 2003 في إطار إدماج الصناديق الداخلية للتقاعد.

2- ارتفاع المعاشات المؤداة بنسبة 32,1٪ والذي يمكن تفسيره بالأساس إلى إدماج المستفيدين من المعاش لكل من مكتب استغلال الموانئ، شركة لميدك، وشركة أم الربيع للمياه.

3- انخفاض زيادة القيمة وسعر الفائدة على الودائع لدى صندوق الإيداع والتدبير تتابعا بنسبة 37٪ و 37,2٪.

النظام التكميلي

حددت نتيجة السنة المالية في حدود 0,66- مليون درهم، والذي تحمله بأكمله صندوق احتياط التأمين مقابل 0,59 مليون درهم في السنة الماضية.



التقرير المالي

النظام العام

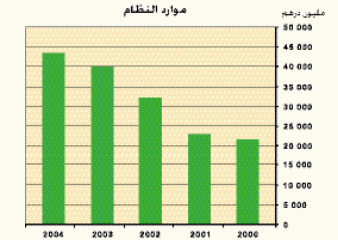
الموارد

ارتفعت موارد النظام العام لسنة 2004 إلى 43.471,15 مليون درهم مقابل 39.822,11 مليون درهم سنة 2003، بزيادة قدرها 3.649,04 مليون درهم أو 9,2٪.

و يبين الجدول التالي توزيع موارد النظام العام:

الموارد بملايين الدراهم	2003	2004	التغيير %
- الأموال القانونية	19.969,01	21.576,43	8,0
- المخصصات التقنية	1.904,94	2.429,64	27,5
- ديون التمويل	0,08	0,08	-
- احتياطات لمواجهة المخاطر والتكاليف	684,35	694,90	1,5
- الاحتياطات التقنية	12.323,89	15.318,44	24,3
- ديون الخصوم المتداولة	4.939,84	3.451,66	-30,1
المجموع	39.822,11	43.471,15	9,2

وهكذا تتكون موارد النظام العام أساسا من الأموال القانونية و من الاحتياطات التقنية، وهو ما يساوي على التوالي 50٪ و 35٪ من مجموع موارد النظام العام.



و يتوزع مبلغ الأموال القانونية المتمثل في واجبات الإنخراط و مساهمات أرباب العمل الثابتة بين صندوق الشبخوخة الرسميل ب 4,75٪ و صندوق الموازنة.

و بالنظر إلى رسملة الفوائد المحسوبة في الدفاتر الفردية و اقتطاعات الرساميل المكونة لإيرادات الرسملة فقد بلغ مبلغ صندوق الشبخوخة 10.358,47 مليون درهم.

أما صندوق الموازنة الذي يزود الرساميل المكونة للإيرادات بعد تحويل الفائض في النتيجة 547,85 مليون درهم فقد سجل انخفاض حيث وصل إلى 11.847,86 مليون درهم سنة 2004 مقابل 11.217,96 مليون درهم السنة الماضية، أي بانخفاض 5,3٪.

التقرير المالي

الاستعمالات

وصل مجموع استعمالات النظام العام 43.590,43 مليون درهم مقابل 39.928,05 مليون درهم سنة 2003، قبل إزالة الاستيفاءات و الاحتياطات المقدرة ب 119,28 مليون درهم، بزيادة بلغت 3.662,38 مليون درهم أو 9,2٪. و يبين الجدول التالي توزيع هذه الاستعمالات :

الاستعمالات بملايين الدراهم	2003	2004	التغيير %
- قيم معدومة ملحقة بالأصول الثابتة	6,68	5,25	-21,4
- أصول ثابتة مادية و حقوق معنوية ملحقة بالأصول الثابتة	137,03	142,47	4,0
- حقوق مالية ملحقة بالأصول الثابتة (غير التوظيفات)	41,61	44,90	7,9
- التوظيفات	31.173,54	38.970,48	25,0
- دائنات الأصول المتداولة	5.586,36	3.618,38	-35,2
- الخزينة بالأصول	2.982,83	808,95	-72,9
المجموع	39.928,05	43.590,43	9,2

التوظيفات

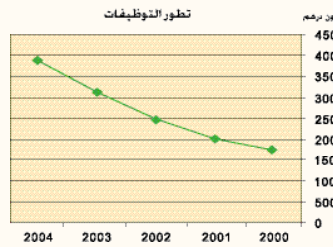
سجل مبلغ التوظيفات 38.970,48 مليون درهم، أي ما يعادل 89,4٪ من مجموع الاستعمالات، و يتكون هذا المبلغ مما يلي :

- التوظيفات العقارية :	329,85 مليون درهم
- قيم وسندات و سندات الدين القابلة للتداول :	31.857,75 مليون درهم
- أسهم و حصص في الشركات :	6.773,03 مليون درهم
- القروض و شبيهاتها :	9,85 مليون درهم

و هكذا، فقد وصلت قيمة محفظة السندات و القيم و

سندات الدين القابلة للتداول، المقومة بثمان الشراء، إلى 31.857,75 مليون درهم، أي ما يعادل 81,7٪ من مجموع التوظيفات، مقابل 26.271,16 مليون درهم سنة 2003، بزيادة بلغت 5.586,59 مليون درهم أو 21,3٪.

أما بخصوص مشاريع النظام الجماعي لمخ رواتب التقاعد في الميدان العقاري، فقد بلغت الاستثمارات 329,85 مليون درهم مقابل 303,22 مليون درهم سنة 2003، بزيادة بلغت 8,8٪.



و حقق مجموع دائنات الأصول المتداولة ارتفاعا حيث بلغ 3.618,38 مليون درهم مقابل 5.586,36 مليون درهم سنة 2003 و يتكون أساسا من دائنات على المنخرطين بمبلغ 1.721,52 مليون درهم، و دائنات على الدولة بمبلغ 697,70 مليون درهم، و كذا من حسابات تسوية بالأصول و الذي يمثل الفوائد الجارية و غير المستوفية للأجل للتوظيفات بمبلغ 1.172,52 مليون درهم.

و أخيرا، بلغت الخزينة بالأصول المكونة أساسا من ودائع الحساب الجاري لدى صندوق الإيداع و التدبير 808,95 مليون درهم مقابل 2.982,83 مليون درهم سنة 2003، مسجلة انخفاضا ب 2.173,88 مليون درهم أو 72,9٪.



التقرير الإداري

التحويلات لفائدة الصندوق المغربي للتقاعد

شملت التحويلات المنجزة لفائدة الصندوق المغربي للتقاعد لحساب المستخدمين الرسميين في إطار الوظيفة العمومية 3.775 منخرط مقابل 3.748 سنة 2003 وبذلك وصل عدد الملفات المحولة إلى هذا الصندوق 86.201 ملفا. وبلغت البالغ المحولة 57.84 مليون درهم خلال سنة 2004 مقابل 64.98 مليون درهم في العام الماضي.

تصحيح الخدمات السابقة :

خلال السنة المالية 2004، تقدم 147 منخرط بطلب تصحيح خدماتهم السابقة، وبهذا يرتفع العدد الإجمالي للمنخرطين الذين قاموا بإعادة تكوين حياتهم العملية بواسطة هذا التصحيح إلى 73.272 بكلفة إجمالية بلغت 520,61 مليون درهم.

التأمين الاختياري

يضمن النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد استثمارية الاستفادة من الحقوق لكل منخرط ينقطع أو يتوقف نشاطه المهني شريطة أن: - يكون منخرطاً في النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد لمدة 3 سنوات على الأقل.

- ألا يكون منخرطاً في نظام تقاعد أساسي آخر .
- أن يقدم طلباً للاكتتاب في التأمين الاختياري لدى النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد فور الانقطاع أو توقف نشاطه المهني.

- أن يؤدي 18 ٪ تمثل تكاليف الإكتتاب بالنسبة للنظام العام .
وهكذا، فقد تم انخراط 83 مؤمناً اختيارياً في النظام العام للنظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد برسم سنة 2004.

المستفيدون من المعاشات : ارتفاع عدد المعاشات المؤداة

في سنة 2004، أصبح النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد يضم 53.613 مستفيداً من المعاشات أي بزيادة 9.109 مستفيداً جديداً من المعاش أو 20,5 ٪، ويفسر هذا الارتفاع بالأساس إلى إدماج كل من متقاعدي مكتب استغلال الموانئ و شركة مياه أم الربيع.

تطور شريحة المتقاعدين



التقرير الإداري

المعاشات المؤداة: زيادة 22,7٪

بلغ مجموع مبلغ المعاشات المؤداة للمستفيدين 1.173.97 مليون درهم مقابل 906,63 مليون درهم في السنة الماضية محققاً بذلك احتياطات حسابية بمبلغ 13.937,94 مليون درهم.

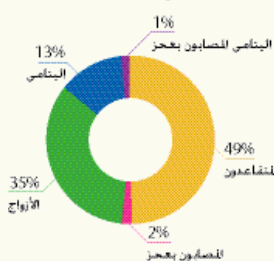
و يمكن تبيين الخصائص التقنية للمستفيدين من المعاشات حسب الجدول التالي:

الصف	العدد	المعاش السنوي بملايين الدرهم	الاحتياطات الحساسة بملايين الدرهم	متوسط المعاش السنوي بالدرهم
- المتقاعدون	26 482	919,44	11.424,72	34.720
- المصابون بعجز	920	26,44	389,17	28.742
- الأزواج	18.642	184,34	1.861,06	9.889
- اليتامى	7.050	39,17	188,45	5.555
- اليتامى المصابون بعجز	519	4,58	74,54	8.817
المجموع	53.613	1.173,97	13.937,94	-

زيادة على ذلك، فقد استفاد حوالي 15.000 طفل و يتيم من التعويضات العائلية بمبلغ إجمالي يقدر ب 37,67 مليون درهم مقابل 32,87 مليون درهم في السنة الفارطة. و يبين الجدول التالي تطور خصائص المستفيدين من المعاشات خلال السنوات الخمس الماضية:

السنوات	العدد	المعاش السنوي بملايين الدرهم	الاحتياطات لحسابية بملايين الدرهم
2000	28.768	348,33	3.669,89
2001	29.760	382,45	4.058,03
2002	41.774	666,62	7.795,17
2003	44.504	906,63	10.928,26
2004	53.613	1.173,97	13.937,94

توزيع شريحة المتقاعدين

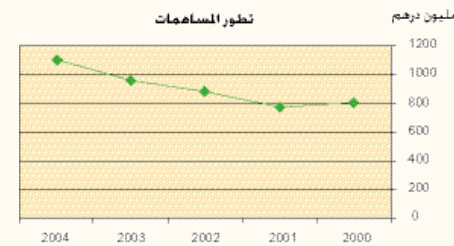


التحصيلات : زيادة 14,6٪

حصل النظام العام خلال السنة الجارية على مساهمات و اشتراكات بلغت 1.097,37 مليون درهم مقابل 957,34 مليون درهم برسم سنة 2003، أي بزيادة 14,6 ٪.

و ترجع هذه الزيادة بالأساس إلى تحمل النظام لمساهمين جدد لمؤسسة ليديك و مكتب استغلال الموانئ إثر إدماج صندوقيهما إلى النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد.

تطور المساهمات



مجموع مبلغ التحصيلات في نهاية 2004

للسنوات	المبلغ بملايين الدرهم	المتغير بملايين الدرهم	المتغير ٪	المفرقات بملايين الدرهم
2000	806,55	21,35	2,72	9 664,10
2001	773,72	32,83	-4,07	10 437,89
2002	882,54	108,82	14,06	11 320,43
2003	957,34	74,80	8,48	12 277,70
2004	1 097,37	140,03	14,63	13 375,07

و هكذا، فقد بلغ مجموع المبلغ المحصل عليه 13.375,07 مليون درهم عند نهاية ديسمبر 2004 .

وقد تم تخصيص هذا المبلغ للصناديق التنظيمية للنظام في حدود 12.656,99 مليون درهم، أي بنسبة رصد بلغت 94,6 ٪، وبشكل الباقي الدفعات الغير المصحوبة بالتزامات قيد الإرصاء في الصناديق القانونية المناسبة و التي لم يتم إنجاز التصاريحات من طرف المشغلين.

معلومات إضافية : ارتفاع سقف الأجر

بعد تصريحات الأجر المتوصل بها سنة 2004، فإن سقف الأجر للنظام عرف نمواً بنسبة 3,08 ٪ خلال السنة المالية الجارية، و هكذا، فقد وصل سقف الأجر المعتمد كأساس لحساب واجبات انخراط العاملين و مساهمات أرباب العمل إلى 11.700 درهم في الشهر، ابتداء من فاتح يناير 2005 مقابل 11.350 درهم في السنة الماضية، أي بزيادة 350 درهم أو 3,08 ٪.

معلومات إضافية : إعادة تقييم المعاشات

المؤداة في 2004 بنسبة 3,20 ٪

عرفت مبالغ المعاشات ارتفاعاً بنسبة 3,20 ٪ و ذلك إثر إعادة تقييم المعاشات، و بهذا، ارتفع مبلغ متوسط معاش التقاعد من 29.715 درهم إلى 34.720 درهم، كما عرف متوسط معاش الزمالة ارتفاعاً من 21.295 درهم إلى 28.742 درهم و بالنسبة للأزواج ارتفع هذا المبلغ من 9.250 درهم إلى 9.889 درهم.

النظام التكميلي

عرف نشاط النظام التكميلي خلال سنة 2004 ثلاثة وقائع هامة:

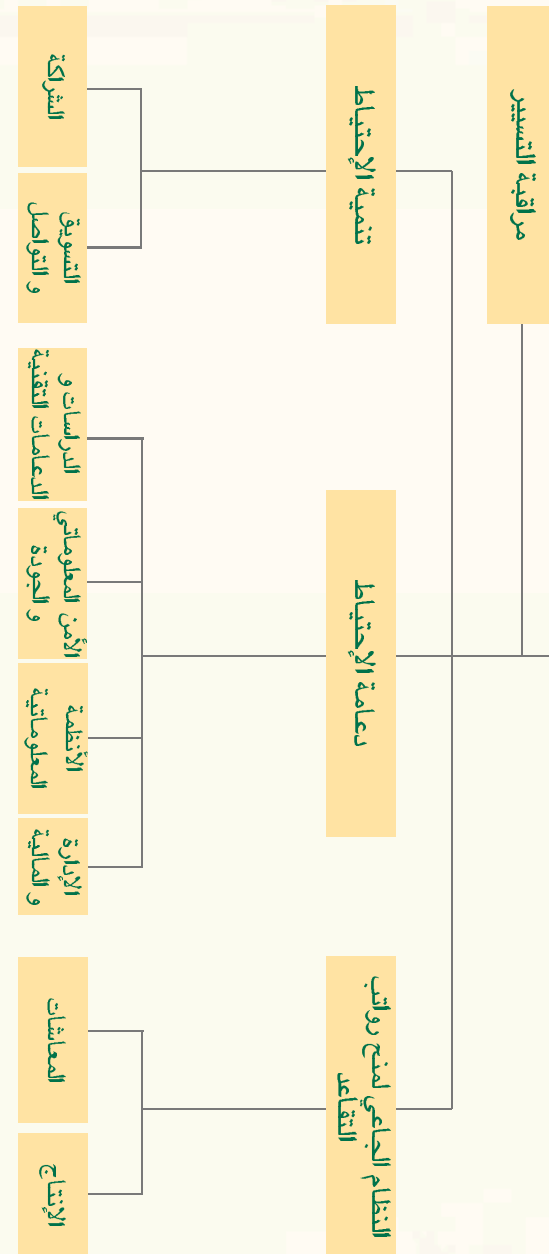
- 1- عقد 15 اتفاقية جديدة، رافعة بذلك مجموع الاتفاقيات الموقعة إلى 164 اتفاقية لفائدة 4.505 منضماً
- 2- تحصيل مبلغ إجمالي قدره 24,48 مليون درهم مقابل 16,98 مليون درهم في سنة 2003 كمجموع المساهمات و واجبات الانخراط
- 3- أداء معاشات بمبلغ 2,43 مليون درهم لفائدة 274 مستفيداً.



تنظيم المؤسسة

ينتمي النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد إلى قطب الإحتياط وإنعاش الإيداع لصندوق الإيداع والتدبير

قطب الإحتياط وإنعاش الإيداع



التقرير الإداري

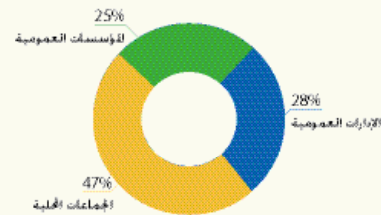
النظام العام

المشغلون المنضمون : 200 منضمًا جديدًا خلال سنة 2004

ارتفع عدد المؤسسات المنضمة إلى النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد إلى 3.702 أي بزيادة 200 منضمًا جديدًا موزعين كالتالي :

الهيئات المشغلة	عدد المشغلين
الجماعات المحلية	1.763
المؤسسة العمومية	918
الإدارات العمومية	1.021
المجموع	3.702

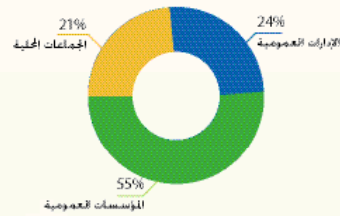
عدد المنخرطين



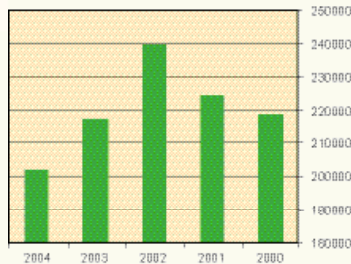
المنضمون المساهمون : انخفاض عدد المساهمين النشيطين

بلغ عدد المنخرطين المساهمين في النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد 201.703 منخرطًا مقابل 217.398 سنة 2003 أي بنسبة 7,2٪، و تعود أسباب هذا التراجع إلى :
- توقف نشاط العاملين المؤقتين والمتعاقدين مع الدولة والذين انتهت مدة عقود عملهم
- ترسيمات المنخرطين داخل الوظيفة العمومية و الذين يتم تحويل حقوقهم لفائدة الصندوق المغربي للتقاعد

توزيع المنخرطين حسب فئة الشغلين



تطور شريحة المنخرطين المساهمين



ومن جهة أخرى، تتكون شريحة المنخرطين في النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد من 80٪ من الرجال و 20٪ من النساء و يصل معدل السن للمساهمين في النظام إلى 40 سنة.

لجنة تسيير النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد



لجنة التسيير

الرئيس :

مصطفى بكوري

المدير العام لصندوق الإيداع والتدبير

الأعضاء :

- محمد ملياني، ممثلاً للسيد الوزير الأول
- التهامي البجاوي و ميمون زيبار، ممثلاً للسيد وزير المالية والخصوصية
- عبد الرزاق طالب، ممثلاً للسيد وزير التشغيل والتكوين المهني
- مولاي أحمد العمراني، ممثلاً للسيد الوزير المكلف بتحديث القطاعات العمومية
- محمد بنحمان، ممثلاً للسيد وزير الفلاحة والتنمية القروية والصيد البحري
- زينب الغزواني، ممثلة للسيد وزير الداخلية
- 4 من مثلي المنخرطين.

أشغال لجنة التسيير

- مناقشة التقرير السنوي
- المصادقة على الحصيلة والحسابات لسنة 2004
- مختلفات
- إدماج صناديق الأنظمة الداخلية للتقاعد في النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد
- الحصيلة الإكتوارية للنظام
- محاور عصرة المؤسسة

القرارات المتخذة من طرف لجنة التسيير

- المصادقة على حسابات سنة 2004
- المصادقة على الحصيلة الإكتوارية للنظام برسم سنة 2004
- الترخيص بمتابعة إدماج صناديق الأنظمة الداخلية مع الالتزام بالحياد الإكتواري
- تشجيع برنامج التحديث الذي بدأه النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد.

أرقام استدلالية لسنة 2004 (النظام العام)

عدد المستفيدين من المعاش	53.613
عدد الهيئات المشغلة	3.702
عدد المنخرطين	201.703
واجبات انخراط العاملين و مساهمات أرباب العمل	1.121.85 مليون درهم
أداء المعاشات	1.194.05 مليون درهم
الناتج المالي	2.263 مليون درهم
محفظة التوظيفات	39 مليار درهم
النتيجة	547 مليون درهم

الإدارة :

- محمد العربي النهي، مدير قطب الاحتياط وإنعاش الادخار
- عمر علمي عروسي، مدير النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد
- مولاي أحمد الشراوي، مدير دعامة الاحتياط
- يونس بنعبد الله، مدير تنمية الاحتياط

تقديم النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

تعريف النظام

أحدث النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد بموجب الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1-77-216 المؤرخ في 20 شوال 1397 (04 أكتوبر 1977) و يعتبر نظاماً إجبارياً مستخدماً الهيئات الخاضعة للمراقبة المالية للدولة و كذا للمستخدمين الغير الرسمين للدولة و الجماعات المحلية و متعاقدى الجارى عليهم الحق العام.

النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد مؤسسة عمومية للاحتياط الاجتماعي تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي، مسيرة من طرف صندوق الإيداع و التدبير تحت ضمانات الدولة و تتكون من نظام عام و هو نظام أساسي إجباري و من نظام تكميلي و هو نظام اختياري تعاقدى، ويعمل النظام حسب تقنية التدبير المزدوج 2/3 رسملة و 1/3 توزيع بالنسبة للنظام العام و 1/2 رسملة و 1/2 توزيع بالنسبة للنظام التكميلي.

و يضمن النظام الحقوق الشخصية لفائدة المنخرطين أو لذوي حقوقهم برسم مخاطر الشيخوخة، التقاعد و الزمانة والوفاء، و تتكون موارد النظام أساساً من واجبات الانخراط المحددة في 6% من مجموع الرواتب و ذلك في حدود سقف متغير سنوياً وكذلك من مساهمات أرباب العمل المحددة في 12% و المؤداة من طرف المشغل بالنسبة للنظام العام و 3/3 كواجبات الانخراط و 3/3 كمساهمات أرباب العمل بالنسبة للنظام التكميلي.

و علاوة على تدبير التقاعد، فإن المؤسسة مهمة أخرى تتجلى في تطوير الاحتياط عن طريق اعتماد مقاربة موجهة للزبون تعتمد على الشراكة وجوده الخدمات. كما تتطلع رؤية المؤسسة لتقوية دورها الريادي كفعل أساسي في مجال التقاعد بالمغرب.

الحصيلة الإكتوارية

يعرف النظام الجماعي وضعية مالية سليمة على المدى الطويل ستمكنه من الحفاظ على توازناته المالية و التقنية إلى حدود سنة 2040.

و هكذا فقد تم وضع إجراءات و مساطر التتبع و ذلك من أجل: تأمل إكتواري سنوي، تحليل الفوارق الإكتوارية، تحليل مدى تأثير تغيير الفرضيات و دراسة تأثير إدماج الصناديق الداخلية للتقاعد.

أبرز أحداث سنة 2004

- إدماج الصناديق الخائلية للتقاعد للمؤسسات العمومية.
- إدماج 3.200 منخرط و 1.800 متقاعد لشركة ليدبك.
- إدماج 3.440 منخرط و 3.320 متقاعداً لكتب استغلال الموانئ.
- إدماج 250 منخرط و متقاعداً لشركة مياه أم الربيع.

نظام إعلامي جديد للنظام (SIRAP).

عمل النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد على تطوير نظام إعلامي جديد لتدبير شؤون التقاعد طبقاً للمعايير الدولية. و قد تم إنجاز هذا النظام بأكمله من طرف مهندسي النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد.

موقع أنترنيت ديناميكي :

يوفر النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد موقعاً ديناميكياً على الانترنت لفائدة زبائنه من أجل الإطلاع الفوري و المباشر على وضعيتهم اتجاه النظام.

نظام التعامل

تتم مراقبة النظام من طرف لجنة تسيير تحت رئاسة المدير العام لصندوق الإيداع و التدبير، و تتكون لجنة التسيير بما يلي: ممثلين لوزير المالية و الخصوصية، ممثل لوزير العدل، ممثل لوزير الأول، ممثل لوزير التشغيل و التكوين المهني، ممثل لوزير التجهيز و النقل، ممثل لوزير الفلاحة و التنمية القروية و الصيد البحري، ممثل لوزير الداخلية، ممثل للوزير المكلف بتحديث القطاعات العمومية، و 4 مثلي المنخرطين. و تشمل صلاحيات لجنة التسيير المهام الآتية :

- المصادقة على التقرير السنوي

- سياسة التوظيفات

- الدراسات الإكتوارية

- دراسة تقارير تدقيق الحسابات

- البث في المسائل ذات الصبغة العامة.



محمد العربي النهي
مدير قطب الإحتياط و إنعاش الإدخار

الافتتاحية

بخصوص النتائج، فقد اختتم النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد بنظاميه العام و التكميلي سنة 2004 بفائض حدد في 547,19 مليون درهم مقابل 2,086,97 مليون درهم سنة 2003. و يمكن تفسير هذا التراجع بانخفاض رؤوس الأموال المتوصل بها في إطار إدماج الصناديق الداخلية للتقاعد و كنا إلى ارتفاع مبلغ المعاشات المؤداة بما قدره 32٪ و ذلك إثر تحمل الصندوق للمستفيدين من معاشات مكتب استغلال الموائع وليدك. و تبعا للنصوص المنظمة للنظام، قد تم رصد مبلغ النتيجة المحصل عليها سنة 2004 بأكملها لصندوق التوزيع (صندوق الموازنة بالنسبة للنظام العام و صندوق الاحتياط الأمني بالنسبة للنظام التكميلي).

و في نطاق آفاق التنمية للسنوات القادمة، سيواصل النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد السعي نحو تحقيق أهدافه الإستراتيجية و ذلك عن طريق المحاور التالية :

- مواصلة عملية إدماج الصناديق الداخلية للتقاعد لبعض المؤسسات العمومية (المكتب الوطني للكهرباء، المكتب الشريف للفوسفات و وكالات توزيع الماء و الكهرباء)
- المساهمة الفعالة في مجال إصلاح أنظمة التقاعد بالمغرب
- تمديد تغطية التقاعد للمستخدمين الخاضعين للنظام و الغير المنخرطين.
- تحديث وسائل عمل النظام في ميدان علم الإدارة و ذلك بتقوية التنوع و نظام التعامل، بتحسين جودة التدبير و التحكم في التكاليف و بتجديد التسويق المؤسسي.

تتميز نشاط النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد لسنة 2004 بمتابعة عملية إدماج الصناديق الداخلية للتقاعد لبعض المؤسسات العمومية. و هكذا، فقد عمل النظام على إدماج 3.440 منخرطا و 3.320 متقاعدا لمكتب استغلال الموائع و 250 منخرطا و متقاعدا لشركة مياه أم الربيع.

وأصبح النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد يغطي شغيلة مكونة من 201.703 منخرطا و هو ما يساوي 8٪ من مجموع المنخرطين في أنظمة التقاعد. كما يؤمن النظام خدمات لحوالي 53.613 مستفيدا من المعاش. و هو ما يعادل 7٪ من مجموع المستفيدين بالمغرب من المعاشات، و بهذا يصبح القاسم الديموغرافي 4 منخرطين مقابل مستفيد واحد.

أما فيما يخص المداخل التقنية للنظام، فقد ارتفعت واجبات الانخراط و مساهمات أرباب العمل المحصل عليها في إطار الأنظمة العامة و التكميلية إلى 1.121,85 مليون درهم أي بزيادة 15,1٪ مقارنة مع سنة 2003، و يرجع هذا الارتفاع إلى إدماج أنظمة تقاعد مؤسستي كل من ليديك و مكتب استغلال الموائع.

و ارتفع مبلغ محفظة التوظيفات إلى 39.053,48 مليون درهم مقابل 31.251,11 مليون درهم السنة الماضية أي بزيادة 25٪. و يستثمر هذا المبلغ على شكل قيم و سندات للخزينة و ذلك في حدود 82٪ من مجموع مبلغ التوظيفات .

الفهرس

1 افتتاحية

تقديم النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

- 2 تعريف النظام
- 3 نظام التعامل
- 4 سياسة التوظيفات
- 5 الحصيلة الاكتوارية
- 6 أبرز أحداث سنة 2004

لجنة تسيير النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

- 7 لجنة التسيير
- 8 أشغال لجنة التسيير
- 9 المقررات المتخذة من طرف لجنة التسيير
- 10 الأرقام الرئيسية لسنة 2004 (النظام العام)

4 تنظيم المؤسسة

التقرير الإداري

- 5 النظام العام
- 6 النظام التكميلي

التقرير المالي

- 10 النظام العام
- 12 النظام التكميلي

الفنانج

- 13 النظام العام
- 14 النظام التكميلي

الحصيلة

- 16 الحصيلة في 2004/12/31

مختبر

مديرية تنمية الإحصاء - السويق والنوازل - النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

الإخراج الفني

سولي وسرايحي
مديرية تنمية الإحصاء - السويق والنوازل - النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

المصور

النظام الجماعي لمنح رواتب التقاعد

الطبعة

مطبعة نابالدا

متوفرة على الأنترنت: www.ncar.ma



RCAR

القطاع المصرفي في العراق
Banking Sector in Iraq

التقرير



السنوي

2 0 0 4